

Proposition de texte à lire en ouverture des formations « choc des savoirs »

Vous nous avez convoqué·es pour réfléchir à la mise en place de ce que le premier ministre, ex ministre de l'Éducation nationale appelle le « choc des savoirs ».

Ce que nous demande l'institution est bien un choc pour les professeur·es de lettres et de mathématiques et, au-delà, pour tous les professeur·es.

Qu'on les appelle « groupes de niveau », « de besoin » ou plus récemment « groupes », ces différences sémantiques ne sauraient masquer la réalité de ce que vous voudriez que nous mettions en place : le tri des élèves comme le prévoit l'arrêté du 15 mars 2024.

Cela nous pose évidemment des problèmes d'éthique professionnelle, puisque nous savons très bien quels seront les élèves identifiés comme « plus fragiles ». Ce seront des enfants issus des classes populaires et des élèves à besoins particuliers et bénéficiant d'aides et d'aménagements. Les professeur·es devraient se faire les agent·es actifs et actives du tri social participant ainsi à la relégation des plus faibles élèves scolairement et socialement dans un entre-soi ne pouvant générer qu'humiliation et violence. Ce serait un retour en arrière sans précédent, une rupture et un renoncement à l'ambition d'élévation générale des qualifications pour tous les jeunes.

Ce serait aussi une complète rupture de la relation élèves-enseignant·es fondée sur la confiance et l'absence de jugement et qui permet une relation pédagogique constructive.

Notre autonomie pédagogique serait également gravement remise en cause puisque toutes et tous les enseignant·es devraient suivre une progression annuelle commune, ce qui pose également un problème de temps de concertation pour la modification de ces groupes bien hypothétiquement malléables. Devraient aussi se multiplier des évaluations communes chronophages dont l'utilité pédagogique est loin d'être avérée.

Mesurez-vous, d'autre part, les contraintes d'organisation qui pèseraient sur l'ensemble du collège, résultant de la mise en barrette des classes ? Mesurez-vous les effets délétères qui résulteraient de la disparition de la référence à une classe sur un tiers de l'horaire pour de jeunes élèves à la recherche de repères structurants ?

Ainsi, après des années de suppression de postes nous mettant dans des difficultés toujours plus grandes pour prendre en charge au mieux toutes et tous nos élèves, après des semaines pendant lesquelles toute la communauté éducative dans toutes ses dimensions n'a eu de cesse d'alerter sur les dangers d'une telle conception de l'enseignement sans que jamais ne s'ouvre un dialogue avec le ministère, nous refusons de mettre en place à marche forcée la sélection de nos élèves.

Nous travaillons pour la réussite de toutes et tous nos élèves et non pour les trier. Nous n'avons pas besoin de formation pour mettre en œuvre le « choc des savoirs », nous demandons l'abandon pur et simple de cette réforme et des moyens pour améliorer les conditions d'enseignement.